

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(91)2425

Vol. 1991/0104

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

F. A. E.

RESTREINT

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/1839/91

N O R M A L E

Délai: LUNDI 16 DECEMBRE 1991 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : NORDSPA
- octroi de soutiens financiers

Proposition de M. RIPA DI MEANA

Décision proposée :

Sous réserve de l'adoption de la réglementation de base par le Conseil,

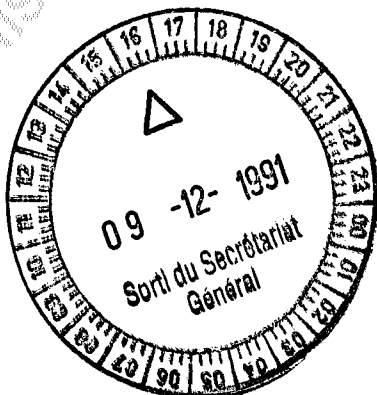
- approuver le projet de décision de la Commission concernant l'octroi d'un soutien financier pour 14 projets de démonstration et d'assistance technique dans le domaine de la protection de l'environnement des zones côtières et des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie Nord-Est de l'océan Atlantique;
- ne pas publier au Journal Officiel des Communautés Européennes.

Commentaire :

Le soutien financier global est de 1.746.041 ECU. La décision est toutefois conditionnée par l'adoption, par le Conseil, des propositions de la Commission arrêtant un programme de dépollution des zones et eaux en question.

Le comité de gestion concerné a émis un avis favorable à l'unanimité sur les projets sélectionnés.

Les incidences financières sont précisées dans la fiche d'accompagnement.



D.F. Williamson

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. BRINKHORST, MINGASSON, de MOOR, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s)

XI /C/2 Environnement, Sécurité Nucléaire et Protection Civile

Service(s) associé(s)

- pour accord -

XIX /A/7 Budgets

: Accord

XX /B Contrôle Financier

: Accord

- pour avis -

SJ Service Juridique

: Avis favorable

Langue originale

: FR

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL 11/101) pour consultation dans les langues officielles.

Procédure écrite

Objet : Décision de la Commission concernant l'octroi d'un soutien financier communautaire à 14 projets de démonstration et d'assistance technique dans le domaine de la protection de l'environnement des zones côtières et des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie nord-est de l'Océan Atlantique.

Proposition de décision : par M. Ripa di Meana

Il est demandé à la Commission :

1. d'accorder un soutien financier à 14 projets de démonstration et d'assistance technique en faveur de pays dont les territoires sont riverains de la mer d'Irlande, la mer du Nord, la mer Baltique et la partie nord-est de l'Océan Atlantique (voir liste ci-jointe des projets sélectionnés lors de la réunion du Comité de Gestion des 18/19 juillet 1991 et du 18 octobre 1991, pour un montant total de 1.746.041 ECUS).

Communication de M. Ripa di Meana à la Commission

concernant

Décision de la Commission concernant l'octroi d'un soutien financier communautaire à 14 projets de démonstration et d'assistance technique dans le domaine de la protection de l'environnement pour les zones des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie nord-est de l'Océan Atlantique.

Exposé des motifs

1. Le 1er octobre 1991, le Conseil a adopté une proposition de Règlement concernant une action communautaire pour la protection de l'environnement dans les zones et les eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie nord-est de l'Océan Atlantique (NORSPA). Cette action prévoit des contributions financières pour des projets pilotes ou de démonstration ainsi que pour des mesures permettant de stimuler une prise de conscience en faveur de l'environnement, de favoriser la mise en oeuvre des opérations, d'assurer un suivi de l'environnement concerné et enfin de promouvoir l'échange d'expérience et le transfert de technologies.

2. Sous la ligne budgétaire B4-3030

Crédits d'engagement autorisés pour 1991
(Virement 20/91 cpr.)

: 14.120 MECU

Crédits de paiement autorisés pour 1991
(Virement 20/91 cpr.)

: 5.375 MECU

En réponse à un appel d'offre, 23 propositions ont été adressées à la Commission. Après une évaluation technique et financière, 14 projets ont été sélectionnés comme correspondant aux objectifs de NORSPA et méritant l'octroi d'un soutien financier.

Dans le cadre de la réunion du Comité de Gestion des 18 et 19 juillet 1991; Comité comprenant des représentants des Etats Membres et établi conformément à l'Article 11 du règlement; une décision en faveur de huit projets a été prise. Le Comité de Gestion, lors de sa réunion du 18 octobre dernier, a sélectionné six autres projets susceptibles de recevoir un soutien financier.

CONCLUSION

Il est demandé à la Commission :

1. d'accorder un soutien financier aux 14 projets de démonstration et d'assistance technique dont la liste se trouve en annexe et qui ont été sélectionnés au Comité de Gestion des 18 et 19 juillet et du 18 octobre 1991, pour un montant total de 1.746.041 ECUS.

Annexes : - Liste des projets à subventionner.

FICHE FINANCIERE

(à établir en écus)

VOLET 1 : IMPLICATIONS FINANCIERES

1. Intitulé de l'action :

Action pour la protection de l'environnement des zones côtières et des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie nord-est de l'Océan Atlantique

2. Lignes budgétaires concernées : B4-303

3. Base légale :

Directive 76/160/CEE du Conseil, du 8 décembre 1975, concernant la qualité des eaux de baignade (JO n° L31 du 5.2.1976, p. 1)

Décision 84/358/CEE du Conseil, du 28 juin 1984, relative à la conclusion de l'accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (JO n° L188 du 16.7.1984, p.7).

Résolution du Conseil, du 28 juin 1988, sur la protection de la mer du Nord et d'autres eaux de la Communauté (JO n° C209 du 9.8.1988, p.3).

Proposition de règlement du Conseil, présentée par la Commission le 29.1.1991, arrêtant un programme d'actions spécifiques pour la dépollution des zones côtières et des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie nord-est de l'Océan Atlantique (JO n° C21 du 29.1.91) et modification à cette proposition du règlement du Conseil du 30.9.1991 (COM(91)354 final).

4. Description de l'action :

4.1. Objectifs spécifiques de l'action :

Projets de démonstration. Les objets poursuivis par l'action instituée sont énumérés à l'Article 2 de la proposition de règlement COM(90)498 final publié dans le J.O. n° C21/13 en date du 29.1991.

A. Entreprendre des actions en vue de contribuer à la protection des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie nord-est de l'Océan Atlantique par l'octroi de soutien financier à :

- . des projets de démonstration visant à réduire et, dans la mesure du possible, éliminer la pollution dans les zones concernées et
- . la promotion d'actions favorisant le recours à des technologies bénéfiques à l'environnement de ces zones.

- B. La présente communication à la Commission couvre en 1991 "un soutien financier à 14 projets de démonstration et d'assistance technique en faveur de pays dont les territoires sont riverains de la mer d'Irlande, la mer du Nord, la mer Baltique et la partie nord-est de l'Océan Atlantique (la liste ci-jointe des projets sélectionnés lors de la réunion du Comité de Gestion de 18/19 juillet 1991 et du 18 octobre 1991".

4.2. Durée : Action Pluri-annuelle - Voir tableau ci-joint

4.3. Population visée par l'action : voir point 1

5. Classification de la dépense ou des recettes :

5.1. DO/DNO : DNO

5.2. CD/CND : CD

5.3. Types de recettes visées : NEANT

6. Quelles est la nature de la dépense ou des recettes :

- Le soutien financier pour les 14 projets de démonstration et d'assistance technique en faveur des pays, dont la liste est attachée et qui ont été sélectionnés pour un montant de 1.746.041 ECU en 1991.
- La ligne B4-303 (NORSPA) ne figurera dans le budget 1992 que dotée de crédits de paiement afin de couvrir les engagements des années antérieures.

Les

6.1. Subvention à 100 % : NON

6.2. Subvention pour co-financement avec d'autres sources du secteur public et/ou privé : OUI

6.3. Bonification d'intérêt : NON

6.4. Autres : NON

6.5. En cas de réussite économique de l'action, un remboursement partiel ou total de l'apport financier communautaire est-il prévu ? NON

6.6. L'action proposée implique-t-elle une modification du niveau des recettes ? Si oui, de quelle nature est la modification et quel type de recette est visé ? NON

7. Incidence financière sur les crédits d'intervention (partie B du budget)

7.1. Indiquez le mode de calcul du coût total de l'action : voir tableau récapitulatif

7.2. Indiquez la part du "mini-budget" dans le coût total de l'action. Explicitiez le mode de calcul.
RIEN

7.3. Echancier indicatif des crédits d'engagement et de paiement

en MECU

	1991	1992 (projet Conseil 2ème lecture)
<u>Crédits d'engagement autorisés</u>	14,120	p.m.
Engagements contractés (29.11.91) (niv. ord)	0,895	-
Proposition en cours (présente demande)	2,292	-
<u>Crédits de paiement autorisés</u>	5,375	3,554
Paielements effectués (29.11.91) (niv. ord)	0,636	-
Proposition en cours (présente demande)	p.m.	+/- 1,100

8. Quelle sont les dispositions anti-fraude prévues dans la proposition d'action ?

- Supervision des projets en cours

Vérification des états de dépenses soumis par les responsables des propositions sélectionnées pour le financement.

VOLET 2 : DEPENSES ADMINISTRATIVES (partie A du budget)

1. L'action proposée implique-t-elle une augmentation du nombre d'effectifs de la Commission ? Si oui, de combien ? NON
2. Indiquez le montant des dépenses de fonctionnement et de personnel générées par la proposition d'action. Explicitiez le mode de calcul.

Pas de dépenses supplémentaires

Historical Archives of the European Commission

VOLET 3 : ELEMENTS D'ANALYSES COUT-EFFICACITE

1. Objectifs et cohérence avec la programmation financière

- 1.1. Objectif(s) spécifique(s) de l'action proposée. Il doit être quantifié (dans la mesure du possible) et présenté pour chacune des années concernées s'il s'agit d'une action pluriannuelle.

Voir appel d'Offre NORSPA-92-1 § 2, publié dans le Journal Officiel C 289 du 7 novembre 1991 (copie ci-joint)

- 1.2. L'action est-elle prévue dans la programmation financière de la DG pour les années concernées ?

OUI. Pour l'année financière 1991,

Crédits d'engagement autorisés : 14.120.000 MECU
Crédits de paiement autorisés : 5.375.000 MECU

- 1.3. Indiquez à quel objectif plus général défini dans la programmation financière de la DG correspond l'objectif de l'action proposée.

Protection de l'environnement (Référence spécifique : proposition de règlement "NORSPA", COM (90) 498 final publié dans le Journal Officiel des Communautés européennes n° C21/13 en date du 29.1.91)

2. Justification de l'action

- 2.1. Justification de l'action choisie par rapport à une alternative qui permettrait d'atteindre les mêmes objectifs. La justification doit se baser notamment sur trois critères :

- a) coût
- b) Effets dérivés (impact au-delà de(s) objectif(s) spécifique(s))
- c) Effets multiplicateurs (capacité de mobilisation d'autres sources de financement)

Les projets sont choisis pour leurs mérites selon les critères énumérés dans l'appel d'offre. La procédure de sélection des propositions soumises dans le cadre des appels d'offres "NORSPA" est décrite à l'Article 11 de la proposition du règlement publié dans O.J. N° C21/15 en date du 29.1.91.

3. Suivi et évaluation de l'action

- 3.1. Indicateurs de performance sélectionnés

Impact sur l'environnement, impacts socio-économique, les différents rendements selon les différents projets de démonstrations ou expériences pilotes sélectionnées.

3.2. Modalités et périodicité de l'évaluation prévues

Rapports une fois par an, en addition inspection sur place.

3.3. Principaux facteurs d'incertitude pouvant affecter les résultats spécifiques de l'action.

Eventuels problèmes techniques au cours des projets.

Historical Archives of the European Commission

CODE PROJET	INTITULE / PROPOSANT	COUT TOTAL (en ECU)	PART.COMM. (demandée)	REMARQUES
1ère PRIORITE				
INT/005/ D,DK,NL	Joint Seal Project / Common Wadden Sea Secreatariat (WSS)	347.000	104.100 (30%)	prolongation du contrat, projet a débuté en 1989.
B/002	Programme d'action relatif aux causes de mortalité des oiseaux et mammifères marins le long de la côte belge / Université de Liège (faculté Méd.vétérinaire, Serv.anatomo path.)	265.474	79.642 (30%)	prolongation du contrat, projet a débuté en 1989.
DK/006	Recolonisation of eelgrass (Zostera marina) in shallow coastal waters / The Limfjord Committee, The national envirommental research Institute	152.800	45.800 (30%)	
NL/002	Waste water treatment systems for production water on gas/oil platforms offshore / Nether- lands Organization for applied scientific reserach	275.000	82.500 (30%)	
IRL/013	Water Quality Management Plan for Dungarvan Harbour / Regional water laboratory + Waterford County Council	89.125	44.562 (50%)	

IRL/010	Demonstration of a farm effluent treatment system / Teaques., Johnstown Castle, Wexford	54.114	27.057 (50%)
UK/006	Maritime pollution information Forum-Eastern Region Aquatic Pollution / Maritime pollution information forum	340.747	102.200 (30%)
UK/007	Davyhulme STW - Ammonia removal trials / North West Water CID	145.000	43.500 (30%)

TOTAL	1.669.260	529.361	BCU
--------------	------------------	----------------	------------

Historical Archives of the European Commission

1ère PRIORITE

DK 2-01	Improvement of water quality by manipulation of fish communities (NERI)	249.220	74.766 (30%)	Improvement of water quality by fish manipulation. Complementary project to DK 006
DK 2-02	Nyborg facility for waste disposal-Municipal authorities of Nyborg	633.392	316.696 (50%)	Feasibility study on disposal and treatment of waste, offshore and onshore.
DK 2-03	Reduction of nutrient mission by advanced wastewater treatment - Krüger S.A.	1.200.000	360.000 (30%)	Removal of P and N compounds and organic wastes by hydrolysis of sludge (biological removal of P and N.
E 2-02	Plan de recuperación de espacios impactos del littoral de Galicia - Xunta de Galicia	706.436	353.218 (50%)	Integrated management of coastal ecosystems
IRL 2-01	Water quality management plans for the river Lee at Cork - University College, Cork	173.000	52.000 (30%)	Entrophycation elimination-early warning system by remote sensing - Retention ponds - Quality management.
P 2-01	Traitement des eaux usées domestiques par lits à Macrophytes émergents - Municipalité d'Olivera do Bairro	120.000	60.000 (50%)	Technologies à faible coût énergétique pour les collectivités rurales.
		-----	-----	
		3.082.048	1.216.680	

TOTAL pour 14 projets NORSPA

4.751.308

1.746.041 ECU

NORSPA-

Communication de la Commission sur l'octroi d'un soutien financier pour les projets de démonstration et d'assistance technique, dans le domaine de la protection de l'environnement des zones côtières et des eaux côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique et de la partie Nord-Est de l'océan Atlantique

Appel d'offres, NORSPA-92-1

(91/C 289/09)

1. Contexte

Dans le cadre de la communication COM(90) 498 final portant sur la protection de l'environnement des zones côtières dans les régions septentrionales de la Communauté (NORSPA), la Commission peut accorder un soutien financier à la réalisation de projets de démonstration ou à des expériences pilotes ainsi qu'à des mesures d'assistance technique.

2. Critères

On entend par projet de démonstration, la réalisation et exploitation d'une installation en grandeur réelle, d'un procédé ou d'une technique qui permettent de rassembler toutes les données concernant la viabilité technique et économique pour passer au moindre risque à l'application à plus grande échelle.

Ne sont pas prises en compte des propositions de recherche ni les études en tant que telles sans liaison directe avec le projet.

3. Conditions relatives à la localisation du projet

Les actions proposées dans le cadre du présent appel d'offres couvrent l'ensemble des zones côtières de la mer d'Irlande, de la mer du Nord, de la mer Baltique, de la partie Nord-Est de l'océan Atlantique située au Nord du Tage, ainsi que les îles Açores, Madère et Canaries.

4. Conditions relatives au calendrier du projet

La réalisation du projet ne peut pas commencer avant que la Commission ait pris une décision au sujet de l'aide. Sa durée peut s'étendre sur plusieurs années.

5. Conditions relatives au proposant

Peuvent bénéficier du concours communautaire au titre de NORSPA, toute personne physique ou morale, ainsi que les associations de personnes physiques, responsables en dernier lieu de l'exécution du projet.

6. Conditions relatives aux caractéristiques techniques du projet

— Le projet doit répondre aux objectifs de la politique de l'environnement menée aux niveaux régional, national et communautaire. Dans le cas de projets intéressant des pays non communautaires, le soutien

actif des autorités du pays concerné doit être démontré.

— Il doit impérativement présenter un caractère d'exemplarité et de reproductibilité notamment en raison de la fréquence du problème d'environnement traité, et ne doit pas être confiné à la solution des problèmes d'intérêt local.

— Dans la sélection des projets, la Commission accorde une préférence aux projets prévoyant une association d'au moins deux partenaires communautaires et/ou non communautaires ainsi que ceux prévoyant l'utilisation d'un réseau international.

— De façon à maximiser le caractère d'incitation du projet, celui-ci doit s'accompagner d'une phase de sensibilisation destinée à diffuser les résultats ainsi obtenus et à encourager l'adoption des méthodes et techniques testées ou le développement d'actions similaires.

— Les projets de démonstration doivent être suivis d'une évaluation coût-bénéfices permettant de déterminer les conditions économiques et sociales nécessaires à l'adoption des méthodes et techniques testées et de comparer celles-ci aux autres solutions existantes.

7. Conditions financières

— La faisabilité financière du projet doit être démontrée. En conséquence, la Commission doit être informée du montage financier prévu pour sa réalisation et de l'état des négociations avec les différents interlocuteurs.

— Afin d'éviter une trop grande dispersion des crédits, la Commission prendra en considération, en règle générale, les propositions dont le coût total n'est pas inférieur à 600 000 écus.

8. Domaines prioritaires**A. Actions dans la Communauté européenne****1. Matières nutritives**

Mesures visant à réduire les apports de matières nutritives dans les zones côtières, y compris ceux dûs aux activités agricoles.

2. Substances dangereuses

Toute mesure visant à réduire:

- les apports de substances persistantes, toxiques et susceptibles de bioaccumulation pénétrant dans les mers concernées par les fleuves, les estuaires et l'atmosphère,
- le recours à l'immersion et à l'incinération en mer des boues d'égouts, des matériaux de dragage contaminés,
- la pollution émanant d'activités maritimes.

3. Secteurs industriels

Identification des mesures visant à accélérer l'application des normes d'émission par les secteurs industriels responsables de pollution de source ponctuelle significative.

4. Promotion de la conservation de la nature marine

Mise en œuvre de mesures appropriées pour:

- la gestion intégrée de biotopes d'intérêt communautaire et international;
- la protection du sol menacé ou dégradé par les incendies de forêts, l'érosion côtière ou la disparition du cordon dunnaire.

B. Action en faveur des pays riverains de la zone concernée, non communautaires

Toute mesure de support au développement:

- de la coopération entre États riverains,
- de l'échange d'expérience dans les domaines visés sous A,
- le cas échéant, du transfert de technologies peu ou pas polluantes et de l'aide technique à l'établissement de politiques et programmes d'actions ainsi qu'à la création de structures administratives et réglementaires dans le domaine de l'environnement.

9. Soutien financier

Les taux de soutien financier de la Communauté pour les opérations de démonstration sont soumis aux limites suivantes:

- 50 % au plus du coût total, lorsqu'il s'agit d'investissements publics, d'expériences pilotes ou de démonstration,
- 30 % au plus du coût total, lorsqu'il s'agit d'investissements privés à des fins non commerciales.

10. Procédure d'instruction d'une proposition

La procédure d'instruction d'une proposition est la suivante:

- réception, enregistrement et accusé de réception de la Commission,
- examen par les services de la Commission et par un comité de gestion constitué de représentants des États membres, experts dans les domaines concernés,
- élaboration de la décision finale de la Commission et communication du résultat au proposant.

La sélection des propositions se basera sur la correspondance des projets avec les domaines d'intervention de NORSPA pour 1992, ainsi que sur leur conformité avec l'ensemble des conditions mentionnées dans le présent appel d'offres.

L'ensemble de la procédure est strictement confidentielle. En cas d'approbation par la Commission, un contrat (libellé en écus) sera conclu entre la Communauté et le proposant.

11. Présentation d'une proposition

La proposition doit être rédigée dans l'une des langues officielles de la Communauté.

Elle doit comprendre les éléments suivants:

- a) une description détaillée du projet;
- b) une fiche indiquant les informations suivantes:

Informations administratives:

- références administratives du proposant (raison sociale, adresse du siège, numéro de téléphone, télécopieur, nom et fonction du délégué de pouvoir, responsable scientifique du projet),
- institution bancaire et numéro de compte.

Informations financières:

- coût total du projet,
- pourcentage de la participation communautaire souhaitée,
- ventilations des coûts:
 - par poste (personnel avec indication du coût unitaire, voyages et frais de séjour, équipement et matériel durable, matériel consommable, sous-traitance, frais généraux, etc.),

- selon les différentes phases du projet: analyse coût-bénéfice estimative de la réalisation du projet,
 - prorigine et pourcentage des différentes contributions financières prévues et état des négociations avec les différents partenaires,
 - autres financements communautaires sollicités ou reçus;
- c) une fiche synthétique d'un maximum de 4 pages indiquant en résumé:
- titre du projet,
 - le domaine prioritaire concerné (conformément au paragraphe 8),
 - la localisation du projet,
 - description de l'action proposée et des résultats attendus,
 - la durée d'exécution et le calendrier de réalisation,
 - le coût total du projet et le pourcentage de la participation communautaire souhaitée.

L'introduction des propositions doit se faire dans les 90 jours suivant la date de publication de cet appel d'offres au Journal officiel des Communautés européennes à l'adresse suivante:

- Commission des Communautés européennes, direction générale de l'environnement, de la sécurité nucléaire et de la protection civile, division XI C 2, programme NORSPA - AO 92-1, T-174, 4/88, boulevard du Triomphe 174, B-1160 Bruxelles.

La totalité des documents repris pour une proposition devront être envoyés en trois exemplaires à l'adresse mentionnée ci-dessus. Ils devront, dans la mesure du possible, être réalisés sur format A4 et imprimés uniquement au recto.

Un exemplaire doit être envoyé au(x) membre(s) du comité de gestion représentant le pays du proposant dont la liste est jointe en annexe.

La transmission des offres se fait au choix du proposant:

- a) soit par courrier;
- b) soit par dépôt à l'adresse susmentionnée.

L'envoi est fait de préférence par la poste et obligatoirement sous pli recommandé. Comme preuve de dépôt faisant foi: le cachet de la poste ou le reçu daté et signé par le fonctionnaire ayant reçu l'envoi.

Liste du comité de gestion MEDSPA/NORSPA

Espagne

D. Iñigo Ascasibar Zubizarreta, Técnico Superior Grupo de Expertos, Dirección General de Política Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

D. Emilio Herranz Garcia, Jefe de Area de Impacto Ambiental, Dirección General de Ordenación Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

Suplente

Dña. Amparo Rambla Gil, Jefe del Servicio de Coordinación del Grupo de Expertos, Dirección General de Política Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

France

M. S. Antoine, Ministère de l'environnement, mission environnement-développement, 14, boulevard du Général Leclerc, F-92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

M. Jean-Marie Massin, Ministère de l'environnement, DEPPR, 14, boulevard du Général Leclerc, F-92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Italie

Sig. S. Cifalino, Ministero dell'ambiente, courrier: Medio Credito Centrale, via Piemonte 48, I-00187 Roma

Dott.ssa Anna Maria Villa, Ministero dell'ambiente, piazza Venezia 11, I-00187 Roma

Portugal

Eng.ª Valentina Coelho, Comissão Coordenação da Região do Algarve, Praça da Liberdade 2, P-8000 Faro

Eng.ª Maria Nélida Miguens, Av. Almirante Gago Continho 30-2º P-1000 Lisboa

Denmark

Jens Brøgger Jensen, Vandkvalitetskontoret, Miljøstyrelsen, Strandgade 29, DK-1401 København K

Cand.scient. Mike Robson, Internationalt Kontor, Miljøstyrelsen, Strandgade 29, DK-1401 København K

Allemagne

Mrs M. Heinemann, Ministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Bernkasteler Straße 8, D-5300 Bonn 1

Grèce

Mr. Apostolos Katsaounis, Ministry of the Environment, Ph. Planning & Public Works, 147 Patission, GR-112 51 Athens

Mr. Paris Zikos, Ministry of the Environment, Ph. Planning & Public Works, 147 Patission, GR-112 51 Athens

Irlande

Miss Deirdre O'Connor, Marine Environment Section, Department of the Marine, Leeson Lane, IRL-Dublin 2

Mr. Ray Dollard, Air and Water Quality Section, Department of the Environment, Custom House, IRL-Dublin 1

Pays-Bas

Drs. G.C.A. Coenen, Deputy Head, Water Management Department, North Sea Directorate, Koopmansstraat 1, postbus 5807, NL-2280 HV Rijswijk

Dhr. K. Meijer, ministerie van volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer, directie drinkwater, water en bodem, postbus 450, NL-2260 MB Leidschendam

Royaume-Uni

Dr. Chris Newbold, Joint Nature Conservation Committee, Monkstone House, City Road, UK-Peterborough PE1 1UA

Mr. Henry Cleary, EPC/Marine, Department of the Environment, Room A-233, Romney House, 43 Marsham Street, UK-London SW1P 3PY

Historical Archives of the European Communities

Entwurf für Schriftliches Verfahren

Betrifft : Entscheidung der Kommission zur Gewährung einer finanziellen Unterstützung der Gemeinschaft für 14 DemonstrationsProjekte und technische Hilfsmaßnahmen im Gebiet des Umweltschutzes in Küstengebieten und Küstengewässern der Irischen See, Nordsee, Ostsee und im Nordostatlantik.

Vorschlag : von Herrn Ripa di Meana

Vorgeschlagene Entscheidung :

Die Kommission wird ersucht, folgendes zu beschließen :

1. eine finanzielle Unterstützung für 14 Demonstrationsvorhaben und Projekte für technische Hilfsmaßnahmen zugunsten von den Staaten die an die Irische See, Nordsee, Ostsee und den Nordostatlantik grenzen (die Liste der Projekte ist beigefügt. Diese Projekte wurden während der Versammlungen des Verwaltungsausschuss am 18. und 19. Juli 1991 und am 18. Oktober 1991 ausgewählt für einen Betrag vom 1.746.041 ECUS).

Mitteilung von Herrn Ripa di Meana an die Kommission

Entscheidung der Kommission zur Gewährung einer finanziellen Unterstützung der Gemeinschaft für 14 Demonstrationsprojekte und Projekte für technische Hilfsmaßnahmen im Gebiet des Umweltschutzes in Küstengebieten und Küstengewässern der Irischen See, Nordsee, Ostsee und im Nordost-atlantiks.

Historical Archives of the European Commission

Erläuterungen :

1. Am 1. Oktober 1991 hat der Rat einen Vorschlag einer Verordnung angenommen für den Umweltschutz in Küstengebieten und Küstengewässern der Irischen See, Nordsee, Ostsee und im Nordostatlantik (NORSPA). NORSPA sieht die finanzielle Unterstützung für Pilot oder Demonstrationsvorhaben und für Maßnahmen die einem Anreiz bieten, Bewußtsein bilden.

Erfahrungsaustausch und Überweisung Technologie.

2. Die bereitgestellten Haushaltsmittel (Haushaltslinie B4-3030)

genehmigte Verpflichtungsermächtigungen : 14.120 MECU
genehmigte Zahlungsermächtigungen : 5.375 MECU

Aufgrund einer Ausschreibung erhielt die Kommission 23 Angebote. Nach einer technischen und finanziellen Auswertung, wurden 14 Projekte ausgewählt die sowohl den Zielen von NORSPA entsprechen und als auch die Gewährung einer finanziellen Unterstützung der Antragsteller rechtfertigten.

Im Rahmen der Versammlungen des Verwaltungsausschusses am 18. und 19. Juli 1991, hat der Verwaltungsausschuss, der aus Vertretern der Mitgliedstaaten besteht, entsprechend Artikel 11 der "Richtlinie", 8 Projekten befürwortet. Der Verwaltungsausschuss, in seiner Versammlung am 18. Oktober, hat sechs weitere Projekte für eine finanzielle Unterstützung ausgewählt.

Schlußfolgerung

Die Kommission wird ersucht folgende Entscheidung zu treffen :

1. die Gewährung einer finanziellen Unterstützung für die 14 Demonstrationsprojekte und Projekte für technische Hilfsmaßnahmen - die in der Anlage aufgeführt sind und die auf der Sitzung des Verwaltungsausschusses vom 18. und 19. Juli und 18. Oktober ausgewählt wurden - in Höhe von insgesamt 1.746.041 ECUS.

Anlagen : Liste der Projekten zur Gewährung

FINANZBOGEN

(in ECU)

1. TEIL : FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

1. Bezeichnung der Aktion:

Finanzielle Unterstützung der Gemeinschaft für Umweltschutz in Küstengewässern der Irischen See, Nordsee, Ostsee und im Nord-Ostatlantiks.

2. Betroffene Haushaltslinie : B4 - 303

3. Rechtsgrundlage :

Die Richtlinie 76/160/EWG des Rates vom 8. Dezember 1975 betreffend die Badewasserqualität (Amtsblatt Nr. L31 vom 5. Februar 1979, Seite 1)

Die Entscheidung 84/358/EWG des Rates vom 28. Juni 1984, bezüglich des Beschlusses zur Zusammenarbeit bei der Bekämpfung der Nordseeverschmutzung durch Kohlenwasserstoffe und andere gefährliche Substanzen (Amtsblatt Nr. L188 vom 16. Juli 1984, Seite 7)

Beschluß des Rates vom 28. Juni 1988 zum Schutz der Nordsee und anderer Gewässer der Gemeinschaft (Amtsblatt Nr. C209 vom 9. August 1988, Seite 3)

Vorschlag für eine Verordnung des Rates, an der Kommission vorgelegt am 29. Januar 1991, über eine Aktion zum Schutz der Umwelt in den Küstenregionen und Küstengewässern der Irischen See, der Nordsee, der Ostsee und des Nordost-Atlantik (NORSPA) (Amtsblatt Nr. C21 vom 29. Januar 1991) und die Änderungen dieses Vorschlags für eine Entscheidung des Rates am 30. September 1991 (COM(91)354 endg.).

4. Beschreibung der Aktion :

4.1. Spezifische Ziele der Aktion :

Demonstrationsprojekte. Die Ziele der Aktion sind in Artikel 2 des endgültigen Vorschlags für eine Verordnung COM (90) 498 erschienen im Amtsblatt nr C21/13 vom 29.1.1991 aufgeführt.

A. Aktionen für den Umweltschutz in Küstengebieten und Küstengewässern der Irischen See, Nordsee, Ostsee und im Nord-Ost Atlantik zu unternehmen durch die Gewährung einer finanziellen Unterstützung für :

- Demonstrationsprojekte um die Umweltverschmutzung zu reduzieren, und wo möglich, in den betroffenen Gebiete ganz zu beseitigen

- . die Förderung von Aktionen, die die Verwendung von umweltfreundlichen Technologien in diesen Gebieten unterstützen.

B. Die vorliegende Mitteilung an die Kommission beinhaltet 1991 eine finanzielle Unterstützung für 14 Demonstrationsprojekte und technische Hilfsmaßnahmen zugunsten von den Staaten, die an die Irische See, Ostsee und den Nordostatlantik grenzen (die Liste der Projekte ist beigefügt) und die vom Verwaltungsausschuß vom 18/19 Juli und 18 Oktober 1991 ausgewählt wurden.

4.2. Dauer der Aktion:

Mehrjährig. Bitte entnehmen Sie die Vertragsdauer der beiliegenden Tabelle.

4.3. betroffener Personenkreis :

Bevölkerung in der neuen Bundesländern und umliegendes Gebiet.

5. Einstufung der Ausgaben oder Einnahmen :

5.1. DO/DNO : DNO

5.2. CD/CND : CD

5.3. Betroffenen Einnahmen : Keine

6. Um welche Art von Ausgaben oder Einnahmen handelt es sich ?

"Die finanzielle Unterstützung für 14 Demonstrationsprojekte und technische Hilfsmaßnahmen zugunsten von den Staaten, die auf der beigefügten Liste der Projekte erscheinen und die für einen Betrag vom 1746041 ECUS ausgewählt wurden.

Die Haushaltslinie B4-3030 (NORSPA) wird erst im Haushaltsmittel 1992 erscheinen um Zahlungsermächtigungen der Verpflichtungen der vorherigen Jahre einzuschließen.

Die Aktionen die vorher von dieser Haushaltslinie gedeckt wurden, sind ganz in Artikel B4-320 (LIFE) eingeschlossen worden.

6.1. 100 %iger Zuschuß: NEIN

6.2. Zuschuß zur Kofinanzierung mit anderen Finanzierungsquellen des öffentlichen oder/und privaten Sektors: JA

6.3. Zinsvergütung: NEIN

6.4. Andere: NEIN

6.5. Ist bei wirtschaftlicher Erfolg der Aktion eine teilweise oder vollständige Rückzahlung des Finanzbeitrags der Gemeinschaft vorgesehen ? NEIN

6.6. Erfordert die vorgeschlagene Aktion eine Änderung der Einnahmen ? Falls ja, welcher Art ist die Änderung und welche Einnahmen sind betroffen ? NEIN

7. Finanzieller Auswirkungen auf die Interventionsmittel (Teil B des Haushaltsplans).

7.1. Geben Sie bitte die Art der Berechnung der Gesamtkosten der Aktion an:

Bitte entnehmen Sie den geschätzten Zeitplan der beiliegenden Tabelle.

7.2. Geben Sie bitte den Anteil des "Minibudgets" an den Gesamtkosten der Aktion an. Erläutern Sie die Berechnungsweise. NEIN

7.3. Als Anhaltspunkt dienender Fälligkeitsplan der Verpflichtungs- und Zahlungsermächtigungen:

In MECU

	1991	1992 (projet Conseil 2ème lecture)
<u>Verpflichtungsermächtigungen</u>	14,120	p.m.
Vertragliche Verpflichtungen (29.11.91) (einf. Niveau)	0,895	-
Vorgeschlagene Maßnahme (diese Anfrage)	1,746	-
<u>Zahlungsermächtigungen</u>	5,375	3,554
Ausgeführte Zahlungen (29.11.91) (einf. Niveau)	0,636	-
Vorgeschlagene Maßnahme (diese Anfrage)	p.m.	+/- 0,600

8. Welche Betrugsbekämpfungsmaßnahmen sind in dem Aktionsvorschlag vorgesehen? Überprüfung der laufenden Maßnahmen. Überprüfung der Kostenabrechnungen und der eingereichten Rechnung. Die Ausführung einer Maßnahme, ELBE, wird von der EIB überwacht.

2. TEIL : VERWALTUNGS-AUSGABEN (Teil A des Haushaltsplans)

Dieser Teil des Finanzbogen ist der GD IX zur Stellungnahme zu übermitteln. Diese leitet ihn anschließend an die GD XIX weiter.

1. Erfordert die vorgeschlagene Aktion eine Erhöhung des Personalsbestands der Kommission. Wenn Ja, um wieviel Bedienstete ?
NEIN
2. Geben Sie die Höhe der durch die vorgeschlagene Aktion entstehenden Verwaltungs- und Personalausgaben an. Erläutern Sie die Berechnungsweise. NEIN

Historical Archives of the European Commission

3. TEIL : ANALYSENELEMENTE DER KOSTENWIRKSAMKEIT

1. Ziele und Übereinstimmung mit dem finanziellen Programm

- 1.1. Spezifische(s) Ziel(e) der vorgeschlagenen Aktion. Es (sie) müssen (nach Möglichkeit) quantifizierte werden; außerdem ist für jedes der betreffenden Jahre anzugeben, ob es sich um eine Mehrjahresaktion handelt.

Bitte entnehmen Sie die Ausschreibung "NORSPA", Amtsblatt C.289 vom 7.11.91 (Kopie liegt bei).

- 1.2. Ist die Aktion in der Finanzplanung der GD für die betreffenden Jahre vorgesehen ? JA
Verpflichtungsermächtigungen ECU 14,120 MECU
Zahlungsermächtigungen ECU 5,375 MECU

- 1.3. Geben Sie bitte an, welchem der in der Finanzplanung der GD festgelegten allgemeineren Ziele das Ziel der vorgeschlagenen Aktion entspricht :

Schutz der Umwelt, (Spezifische Referenz : endgültigen Vorschlag für eine Verordnung "NORSPA", COM (90) 498, im Amtsblatt Nr C 21/13 vom 29.1.91 veröffentlicht.

2. Begründung der Aktion

- 2.1. Begründung, weshalb die vorgeschlagene Aktion einer Alternativmöglichkeit vorgezogen wird, bei der die gleichen Ziele erreicht werden könnten. Dabei sind insbesondere drei Kriterien zugrunde zu legen.

- a) Kosten
- b) Abgeleitete Wirkungen (Auswirkungen über das (die) spezifische(n) Ziel(e) hinaus).
- c) Multiplikatoreffekt (Fähigkeit, andere Finanzierungsquellen zu mobilisieren).

Die Projekte wurden für Ihren Verdienst nach den Kriterien die in der Ausschreibung aufgezählt wurden, ausgewählt. Das Verfahren für die Auswahl von vorbereitete Vorschläge im Rahmen der Ausschreibungen "NORSPA" erscheint im Artikel 11 von dem Vorschlag für eine Verordnung : Amtsblatt Nr C 21/15 vom 29.1.91.

3. Begleitung und Evaluierung der Aktion

3.1. ausgewählte Erfolgsindikatoren

Jährliche technische und finanzielle Berichte. Gelegentliche Überprüfungsbesuche.

3.2. Vorgesehene Modalitäten und Periodizität der Evaluierung

Regelmäßige technische und finanzielle Berichte. Die EIB überwacht die Ausführung der ELBE- Maßnahme.

3.3. Wichtigste Unsicherheitsfaktoren, die die spezifischen Ergebnisse der Aktion beeinträchtigen können.

Es wäre möglich, daß technische Probleme während der Ausführung der Maßnahmen auftreten.

Historical Archives of the European Commission

NORSPA-90-1 Propositions sélectionnés lors de la réunion du Comité Consultatif le 21 juin 1990

CODE PROJET	INTITULE / PROPOSANT	COUT TOTAL (en ECU)	PART.COMM. (demandée)	REMARQUES
1ère PRIORITE				
INT/005/ D,DK,NL	Joint Seal Project / Common Wadden Sea Secreatariat (WSS)	347.000	104.100 (30%)	prolongation du contrat, projet a débuté en 1989.
B/002	Programme d'action relatif aux causes de mortalité des oiseaux et mammifères marins le long de la côte belge / Université de Liège (faculté Méd.vétérinaire, Serv.anatomo path.)	265.474	79.642 (30%)	prolongation du contrat, projet a débuté en 1989.
DK/006	Recolonisation of eelgrass (Zostera marina) in shallow coastal waters / The Limfjord Committee, The national envirommental research Institute	152.800	45.800 (30%)	
NL/002	Waste water treatment systems for production water on gas/oil platforms offshore / Nether- lands Organization for applied scientific reserach	275.000	82.500 (30%)	
IRL/013	Water Quality Management Plan for Dungarvan Harbour / Regional water laboratory + Waterford County Council	89.125	44.562 (50%)	

IRL/010	Demonstration of a farm effluent treatment system / Teaqusc., Johnstown Castle, Wexford	54.114	27.057 (50%)
UK/006	Maritime pollution information Forum-Eastern Region Aquatic Pollution / Maritime pollution information forum	340.747	102.200 (30%)
UK/007	Davyhulme STW - Ammonia removal trials / North West Water CID	145.000	43.500 (30%)

TOTAL	1.669.260	529.361 ECU
--------------	------------------	--------------------

Historical Archives of the European Commission

NORSPA-90 bis (1991)

1ère PRIORITE

DK 2-01	Improvement of water quality by manipulation of fish communities (NERI)	249.220	74.766 (30%)	Improvement of water quality by fish manipulation. Complementary project to DK 006
DK 2-02	Nyborg facility for waste disposal-Municipal authorities of Nyborg	633.392	316.696 (50%)	Feasibility study on disposal and treatment of waste, offshore and onshore.
DK 2-03	Reduction of nutrient mission by advanced wastewater treatment - Krüger S.A.	1.200.000	360.000 (30%)	Removal of P and N compounds and organic wastes by hydrolysis of sludge (biological removal of P and N.
E 2-02	Plan de recuperación de espacios impactos del littoral de Galicia - Xunta de Galicia	706.436	353.218 (50%)	Integrated management of coastal ecosystems
IRL 2-01	Water quality management plans for the river Lee at Cork - University College, Cork	173.000	52.000 (30%)	Entrophycation elimination-early warning system by remote sensing - Retention ponds - Quality management.
P 2-01	Traitement des eaux usées domestiques par lits à Macrophytes émergents - Municipalité d'Olivera do Bairno	120.000	60.000 (50%)	Technologies à faible coût énergétique pour les collectivités rurales.
		-----	-----	
		3.082.048	1.216.680	

TOTAL pour 14 projets NORSPA

4.751.308

1.746.041 ECU

NORSPA

Mitteilung der Kommission über die Gewährung einer finanziellen Unterstützung für Demonstrationsvorhaben und Vorhaben für technische Hilfe auf dem Gebiet des Umweltschutzes in Küstengebieten und Küstengewässern der Irischen See, Nordsee, Ostsee und im Nordostatlantik

Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen NORSPA-92-1

(91/C 289/09)

1. Zusammenhang

Im Rahmen der Mitteilung KOM(90) 498 endg. über den Umweltschutz in den Küstengebieten des Nordens der Gemeinschaft kann die Kommission eine finanzielle Unterstützung für Demonstrationsvorhaben oder Pilotversuche sowie technische Hilfsmaßnahmen gewähren.

2. Kriterien

Unter einem Demonstrationsvorhaben ist die Errichtung und der Betrieb einer Anlage in natürlicher Größe, die Anwendung eines Verfahrens oder einer Technik zu verstehen, bei denen alle Daten zur Beurteilung der technischen und wirtschaftlichen Lebensfähigkeit im Hinblick auf eine großtechnische Anwendung erfaßt werden können.

Forschungsvorschläge und Studie als solche ohne direkte Beziehung zu dem Vorhaben werden nicht in Betracht gezogen.

3. Ort der Durchführung

Diese Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen gilt für sämtliche Küstengebiete der Irischen See, Nordsee, Ostsee, des Nordostatlantiks nördlich des Tajo sowie die Azoren, Madeira und die Kanarischen Inseln.

4. Zeitplan

Das Vorhaben darf nicht anlaufen, bevor die Kommission eine Entscheidung über die Beihilfe gefaßt hat. Das Vorhaben kann mehrere Jahre dauern.

5. Antragsteller

Eine gemeinschaftliche Unterstützung im Rahmen von NORSPA kann jeder natürlichen und juristischen Person sowie Vereinigungen von natürlichen Personen gewährt werden, die letztlich für die Durchführung des Vorhabens verantwortlich sind.

6. Technische Eigenschaften des Vorhabens

— Das Vorhaben muß den Zielen der Umweltpolitik auf regionaler, nationaler und gemeinschaftlicher Ebene entsprechen. Im Falle von Vorhaben, die für Drittländer von Interesse sind, muß die aktive Unterstützung der Behörden des betreffenden Landes nachgewiesen werden.

— Das Vorhaben muß unbedingt beispielhaft sein und wegen der Häufigkeit des betreffenden Umweltproblems im Mittelmeerraum reproduzierbar sein; es darf sich nicht auf die Lösung von örtlich begrenzten Problemen beschränken.

— Bei der Auswahl der Vorhaben bevorzugt die Kommission die Vorhaben, die von Partnern aus mindestens zwei Staaten, innerhalb und/oder außerhalb der Gemeinschaft und/oder des Mittelmeerraumes gemeinsam durchgeführt werden, sowie diejenigen, bei denen die Nutzung eines internationalen Netzes vorgesehen ist.

— Um eine möglichst hohe Anspornwirkung zu erzielen, muß das Vorhaben durch Verbreitung der erzielten Ergebnisse zu einem besseren Verständnis der Umweltprobleme beitragen und die Anwendung von erprobten Methoden und Verfahren oder die Durchführung ähnlicher Aktionen fördern.

— Die Demonstrationsvorhaben müssen eine Kosten-/Nutzen-Analyse umfassen, mit der die wirtschaftlichen und sozialen Bedingungen für die Annahme der erprobten Methoden und Verfahren ermittelt und mit anderen Lösungen verglichen werden können.

7. Finanzielle Bedingungen

— Die finanzielle Durchführbarkeit des Vorhabens muß nachgewiesen werden. Die Kommission muß infolgedessen über die für die Durchführung vorgesehene Finanzierung und den Stand der Verhandlungen mit den einzelnen Gesprächspartnern unterrichtet werden.

— Um eine zu weitgehende Zersplitterung der verfügbaren Mittel zu vermeiden, wird die Kommission im allgemeinen die Vorschläge in Betracht ziehen, deren Gesamtkosten über 600 000 ECU liegen.

8. Prioritätsgebiete

A. Maßnahmen der Europäischen Gemeinschaft:

1. Nährstoffe

Maßnahmen zur Verminderung des Nährstoffeintrags in Küstengebieten einschließlich des Anteils aus der Landwirtschaft.

2. Gefährliche Stoffe

Jegliche Maßnahme zur Verminderung:

- des Eintrags an persistenten toxischen und bioakkumulierbaren Stoffen in die in den Geltungsbereich der Mitteilung fallenden Meere durch die Flüsse, Mündungsgebiete und die Atmosphäre;
- des Einbringens oder des Verbrennens von Klärschlamm oder kontaminiertem Baggerschutt ins bzw. auf dem Meer;
- der Verschmutzung durch Tätigkeiten auf dem Meer.

3. Industrie

Festlegung der Maßnahmen zur beschleunigten Anwendung der Emissionsnormen durch die Industriezweige, die signifikante Verschmutzungsquellen darstellen.

4. Förderung des Naturschutzes im maritimen Bereich

Durchführung geeigneter Maßnahmen

- zur integrierten Verwaltung von Biotopen von gemeinschaftlicher und internationaler Bedeutung
- zum Schutz des durch Waldbrand, Küstenerosion oder Verschwinden des Düngürtels gefährdeten oder beeinträchtigten Boden

B. Maßnahmen zugunsten von nichtgemeinschaftlichen Küstenstaaten in dem in den Geltungsbereich der Mitteilung fallenden Gebiet

Jegliche Maßnahme zur Förderung

- der Zusammenarbeit zwischen Küstenstaaten
- des Erfahrungsaustauschs auf den unter A fallenden Maßnahmen
- des Austauschs von wenig oder nicht verschmutzenden Technologien und der technischen Unterstützung für die Ausarbeitung von Umweltrichtlinien und Aktionsprogrammen sowie Verwaltungsstrukturen und Regelungen auf dem Gebiet der Umwelt.

9. Finanzielle Unterstützung

Die finanzielle Unterstützung der ausgewählten Vorhaben durch die Gemeinschaft darf folgende Grenzen nicht übersteigen:

- 50 % der Gesamtkosten im Falle von öffentlichen Investitionen, Pilot- und Demonstrationsvorhaben
- 30 % der Gesamtkosten im Falle von privaten Investitionen zu nichtkommerziellen Zwecken.

10. Verfahren zur Prüfung eines Vorschlags

Ein Vorschlag wird nach folgendem Verfahren geprüft:

- Erhalt, Registrierung und Empfangsbescheinigung durch die Kommission,
- Prüfung durch die Dienststellen der Kommission und einen Verwaltungsausschuß aus Vertretern der Mitgliedstaaten mit Fachkenntnissen auf den betreffenden Gebieten,
- Ausarbeitung der endgültigen Entscheidung der Kommission und Mitteilung des Ergebnisses an den Antragsteller.

Die Vorschläge werden aufgrund ihrer Übereinstimmung mit den NORSPA-Prioritätsgebieten für 1992 sowie ihrer Übereinstimmung mit den in dieser Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen festgelegten Bedingungen ausgewählt.

Das ganze Verfahren ist streng vertraulich. Im Falle der Billigung durch die Kommission wird ein Vertrag zwischen der Gemeinschaft und dem Antragsteller (in Ecu) abgeschlossen.

11. Vorlage eines Vorschlags

Der Vorschlag muß in einer Amtssprache der Gemeinschaft abgefaßt sein.

Er muß die folgenden Elemente umfassen:

- a) ausführliche Beschreibung des Vorhabens,
- b) ein Blatt mit folgenden Informationen:

administrative Informationen:

- administrative Angaben des Antragstellers (Firma, Anschrift des Geschäftssitzes, Telefonnummer, Fax-Nummer, Name und Funktion der für die wissenschaftliche Leitung des Vorhabens verantwortlichen Person)
- Bankverbindung und Bankkonto

finanzielle Informationen:

- Gesamtkosten des Vorhabens
- gewünschte Beteiligung der Gemeinschaft in Prozent
- Aufschlüsselung der Kosten:
 - nach Posten (Personal mit Angabe der Einzelkosten, Reise- und Aufenthaltskosten, Ausrüstung und Geräte, Verbrauchsmaterial, Zulieferverträge, sonstige Kosten usw.)

- nach den einzelnen Durchführungsphasen, Kosten-Nutzenanalyse des Vorhabens
- Herkunft und Prozentsatz der vorgesehenen Finanzbeiträge und Stand der Verhandlungen mit den einzelnen Partnern
- sonstige beantragte oder erhaltene Zuschüsse der Gemeinschaft

c) Synthesebericht von höchstens 4 Seiten mit zusammenfassenden Angaben über:

- den Titel des Vorhabens
- das Prioritätsgebiet (nach Absatz 8)
- den Standort des Vorhabens
- die Beschreibung der vorgeschlagenen Maßnahmen und der erwarteten Ergebnisse
- die Dauer der Durchführung und Zeitplan
- die Gesamtkosten des Vorhabens und gewünschter Beitrag der Gemeinschaft in Prozent

Die Vorschläge sind binnen 90 Tagen nach dem Datum der Veröffentlichung dieser Aufforderung zur Einreichung von Vorschlägen im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften an folgende Anschrift zu richten:

- Kommission der Europäischen Gemeinschaften Generaldirektion Umwelt, Nukleare Sicherheit und Katastrophenschutz, Abteilung XI C 2 - Programm NORSPA - AO 92-1, T-174, 4/88, Boulevard du Triomphe 174, B-1160 Brüssel

Sämtliche für einen Vorschlag notwendigen Dokumente müssen in drei Exemplaren an die oben erwähnte Anschrift gesandt werden. Sie sind möglichst auf einseitig bedruckten Blättern im Format A4 vorzulegen. Ein Antragsformular wird nicht benötigt.

Ein Exemplar ist dem (den) Mitglied(ern) des Verwaltungsausschusses zuzusenden, das (die) das Land des Antragstellers vertritt (vertreten) (siehe Liste im Anhang).

Die Angebote werden nach Wahl des Antragstellers:

- a) mit der Post übermittelt oder
- b) an der oben erwähnten Anschrift hinterlegt.

Sie sind vorzugsweise mit der Post und auf jeden Fall per Einschreiben zu versenden. Als Nachweis für die Hinterlegung gelten der Poststempel oder der von der Abteilung XI/C/2 ausgestellte, unterschriebene und datierte Empfangsschein.

Liste der zuständigen Ausschußmitglieder MEDSPA/NORSPA

Spanien

D. Iñigo Ascasibar Zubizarreta, Técnico Superior Grupo de Expertos, Dirección General de Política Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

D. Emilio Herranz Garcia, Jefe de Area de Impacto Ambiental, Dirección General de Ordenación Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

Vertretung

Dña. Amparo Rambla Gil, Jefe del Servicio de Coordinación del Grupo de Expertos, Dirección General de Política Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

Frankreich

M. S. Antoine, Ministère de l'environnement, mission environnement-développement, 14, boulevard du Général Leclerc, F-92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

M. Jean-Marie Massin, Ministère de l'environnement, DEPPR, 14, boulevard du Général Leclerc, F-92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Italien

Sig. S. Cifalino, Ministero dell'ambiente, courrier: Medio Credito Centrale, via Piemonte 48, I-00187 Roma

Dott.ssa Anna Maria Villa, Ministero dell'ambiente, piazza Venezia 11, I-00187 Roma

Portugal

Eng^aValentina Coelho, Comissão Coordenação da Região do Algarve, Praça da Liberdade 2, P-8000 Faro

Eng^aMaria Nélida Miguens, Av. Almirante Gago Continho 30-2º P-1000 Lisboa

Dänemark

Jens Brøgger Jensen, Vandkvalitetskontoret, Miljøstyrelsen, Strandgade 29, DK-1401 København K

Cand.scient. Mike Robson, Internationalt Kontor, Miljøstyrelsen, Strandgade 29, DK-1401 København K

Deutschland

Mrs M. Heinemann, Ministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Bernkasteler Straße 8, D-5300 Bonn 1

Griechenland

Mr. Apostolos Katsaounis, Ministry of the Environment,
Ph. Planning & Public Works, 147 Patission, GR-112 51
Athens

Mr. Paris Zikos, Ministry of the Environment, Ph. Plan-
ning & Public Works, 147 Patission, GR-112 51 Athens

Irland

Miss Deirdre O'Connor, Marine Environment Section,
Department of the Marine, Leeson Lane, IRL-Dublin 2

Mr. Ray Dollard, Air and Water Quality Section,
Department of the Environment, Custom House, IRL-
Dublin 1

Niederlande

Drs. G.C.A. Coenen, Deputy Head, Water Management
Department, North Sea Directorate, Koopmansstraat 1,
postbus 5807, NL-2280 HV Rijswijk

Dhr. K. Meijer, ministerie van volkshuisvesting, ruimte-
lijke ordening en milieubeheer, directie drinkwater, wa-
ter en bodem, postbus 450, NL-2260 MB Leidschendam

Vereinigtes Königreich

Dr. Chris Newbold, Joint Nature Conservation Commit-
tee, Monkstone House, City Road, UK-Peterborough
PE1 1UA

Mr. Henry Cleary, EPC/Marine, Department of the En-
vironment, Room A-233, Romney House, 43 Marsham
Street, UK-London SW1P 3PY

Historical Archives of the European Commission

Draft for Procédure écrite

Subject : Decision by the Commission for granting of community financial support for 14 demonstration projects and technical assistance in the field of protection of the environment in the coastal areas and coastal waters of the Irish Sea, North Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean

Proposal : by Mr Ripa di Meana

Proposed decision : The Commission is asked :

1. to decide to agree financial support for 14 demonstration projects and technical assistance projects in favour of those countries whose territories border the Irish Sea, North Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean, (for which the list is attached herewith and which were selected at the meetings of the Management Committee on 18th/19th July 1991 and on 18th October 1991, for a sum of 1.746.041 ECUS).

Communication from Mr Ripa di Meana to the Commission

Decision by the Commission for the granting of Community financial support for 14 demonstration and technical assistance projects in the field of the protection of the environment in the coastal areas and coastal waters of the Irish Sea, North Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean.

Explanatory Memorandum

1. On October 1st 1991 of the Council adopted a proposal for a Regulation in relation to a Community action for the protection of the environment in the coastal areas and coastal waters of the Irish Sea, North Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean (NORSAP). This action makes provision for financial contributions towards pilot or demonstration projects and to measures providing an incentive or creating awareness, initiatives designed to acquire the implementation of the operations, improve supervision and monitoring of the environment concerned and promote the exchange of experience and technology transfer.

2. Under budgetary line B4 -3030

Commitments appropriations authorised
for 1991 (inc. transfer 20/91)

: 14.120 MECU

Payment appropriations authorised for 1991 (inc.
transfer 20/91)

: 5.375 MECU

In response to a tender offer 23 proposals were addressed to the Commission. Following a technical and financial evaluation 14 projects were selected as corresponding to the objectives of the NORSAP and as meriting the granting of financial assistance to those requesting it.

Within the context of the Management Committee meeting on 18th and 19th July 1991, the Management Committee, comprising Representatives of the Member States, established in accordance with Article 11 of the Regulation, made a decision in favour of eight projects. The Management Committee, at its meeting on 18th October, selected six further projects to receive financial assistance.

Conclusion

The Commission is requested :

1. to agree the financial support for the 14 demonstration and technical assistance projects in favour of the countries, of which the list is attached and which were selected at the Management Committees on 18th and 19th July and 18th October 1991, for a total of 1.746.041 ECUS.

Attachments :

- List of projects to be supported

Historical Archives of the European Commission

Financial Memorandum

(to be drawn up in ecus)

SECTION 1 : FINANCIAL IMPLICATIONS

1. Title of the operation :

Action for the protection of the environment in the coastal zones and the coastal waters of the Irish Sea, the North Sea, the Baltic Sea and the north-east part of the Atlantic Ocean.

2. Budgetary line : B4-303

3. Legal Basis :

Directive 76/160/EEC of the Council, of 8 December 1975 concerning the quality of bathing waters (O.J. N° L 31 of 5 February 1976, p1)

Decision 84/358/EEC of the Council on 28 June 1984, relating to the conclusion of the agreement concerning cooperation with regard to the struggle against pollution in the North Sea by hydrocarburants and other dangerous substances (O.J. n° L188 of 16.7.1984, p7).

Resolution of the Council, on 28 June 1988, on the protection of the North Sea and other waters of the Community (O.J. n° C 209 of 9.8.1988, p3).

Proposal for a Council resolution, presented by the Commission on 29.1.1991, determining a programme of specific actions for the reduction of pollution in the coastal zones and coastal waters of the Irish Sea, the North Sea, the Baltic Sea and the north-east part of the Atlantic Ocean (O.J. n° C21 of 29.1.1991) and the modification to this proposal for a Council Regulation on 30.9.1991 (COM(91)354 final).

4. Description of the operation :

4.1. Specific objectives of the operation :

Demonstration projects. The aims to be achieved by the action are listed under Article 2 of the final proposal for a regulation COM(90)498 published in the Official Journal n° C21/13 on 29th January 1991.

A. To undertake actions aiming to contribute to the protection of the coastal waters of the Irish Sea, the North Sea, the Baltic Sea and the north-east part of the Atlantic Ocean by the granting of financial support for :

- . demonstration projects aiming to reduce and, where possible, eliminate pollution in the affected areas and
- . the promotion of actions aiding the use of technologies benefitting the environment in these areas.

B. The present communication to the Commission covers in 1991 "a

financial support for 14 demonstration projects and technical assistance projects in favour of those countries whose territories border the Irish Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean, (for which the list is attached herewith and which were selected at the meetings of the Management Committee on 18th/19th July and on 18th October 1991".

4.2.Duration : Pluri-annual action - Please see attached table.

4.3.Population affected by the action : see point 1

5. Classification of the expenditure or the receipts :

5.1.DO/DNO : DNO

5.2.CD/CND : CD

5.3.Type of revenue involved : NONE

6. What is the nature of the expense or revenue :

"The financial support for the 14 demonstration and technical assistance projects in favour of the countries, of which the list is attached and which were selected for a total of 1.746.041 ECU in 1991".

Budgetary line B4-303 (NORSPA) shall only appear in the 1992 budget as having payment appropriations in order to cover the commitments of preceding years. The actions previously covered by this budgetary line have been completely integrated into article B4-320 (LIFE).

- 6.1. 100 % Subsidy : NO
- 6.2. Subsidy for joint-financing with other sources in the public and/or private sector : YES
- 6.3. Interest subsidy : NO
- 6.4. Other : NO
- 6.5. In the event that the action is an economic success, is a partial or total reimbursement of the community financial support foreseen ? NO
- 6.6. Does the proposed operation imply a change in the level of receipts ? If yes, what is the nature of the change and to what type of receipt does it refer ? NO

7. Financial effect on the allocated credits (Part B of the budget)

- 7.1. Indicate the method of calculation for the total cost of the action : Please see summary table
- 7.2. Indicate the portion of the "mini-budget" in the total cost of the action. Explain the method of calculation. NONE
- 7.3. Indicate schedule of commitment appropriation and payment appropriation :

In MECU

	1991	1992 (projet Conseil 2ème lecture)
<u>Authorised commitment appropriations</u>	14,120	p.m.
Contracted commitments (29.11.91) (ord. lev.)	0,895	-
Current proposals (present request)	1,746	-
<u>Authorised payment commitments</u>	5,375	3,554
Payments carried out (29.11.91) (ord. lev.)	0,636	-
Current proposals (present request)	p.m.	+/- 0,600

8. What are the anti-fraud measures foreseen in the proposal for the action ?

- Supervision of current projects
- Verification of the statement of expenditure submitted by those responsible for the proposals which have been selected to receive financing.

SECTION 2 : ADMINISTRATIVE EXPENSES (Part A of the Budget)

1. Does the proposed action involve an increase in the number of Commission personnel ? If yes, how many ? NO
2. Indicate the total amount for the operating and personnel costs generated by the proposal for the action. Explain the method of calculation.

No supplementary expenses

Historical Archives of the European Commission

SECTION 3 : ELEMENTS OF COST-EFFECTIVENESS ANALYSIS

1. Objectives and consistency with the financial programme

- 1.1. Specific objective(s) of the proposed action. This should be quantified (where possible) and presented for each year concerned if it concerns a pluri-annual action.

Please see NORSPA-92-1 tender offer, published in the Official Journal C.289 of 7th November 1991. (copy attached).

- 1.2. Is the action budgeted for in the financial programme for the DG for the years concerned ?

YES. For the financial year 1991

Commitment appropriation authorised : ECU 14.120.000

Payment appropriation authorised : ECU 5.375.000

- 1.3. Indicate to which more general objective set out in the financial programme of the DG the proposed objective for the action corresponds.

Protection of the Environment. (Specific reference : final proposal for regulation "NORSPA", COM(90) 498 published in the official Journal of the European Communities n° C21/13 on 29th January 1991.

2. Justification of the action

- 2.1. Justification for the chosen action in comparison with an alternative which would enable the same objectives to be achieved. The justification should be based principally on three criteria.

a) cost

b) Effects derived from it (impact beyond its specific objectives).

c) Multiplicative effect (capacity for attracting other sources of financing) :

The projects are selected for their merits according to the criteria listed in the tender offer. The selection procedure for proposals submitted within the context of the "NORSPA" tender offer is described in Article 11 of the proposal for a regulation published in the Official Journal N° C21/15 dated 29th January 1991.

3. Follow-up and evaluation of the action

3.1. Selected indicators of performance

Impact on the environment, socio-economic impact, different fields according to the different demonstration of pilot projects selected.

3.2. Method and proposed frequency of evaluations.

Annual reports, in addition "on-the-spot" inspection.

3.3. Principal factors of uncertainty which may affect the specific results of the action.

Possible technical problems in the course of the projects

Historical Archives of the European Commission

NORSPA-90-1 Propositions sélectionnés lors de la réunion du Comité Consultatif le 21 juin 1990

CODE PROJET	INTITULE / PROPOSANT	COUT TOTAL (en ECU)	PART.COMM. (demandée)	REMARQUES
1ère PRIORITE				
INT/005/ D,DK,NL	Joint Seal Project / Common Wadden Sea Secretariat (WSS)	347.000	104.100 (30%)	prolongation du contrat, projet a débuté en 1989.
B/002	Programme d'action relatif aux causes de mortalité des oiseaux et mammifères marins le long de la côte belge / Université de Liège (faculté Méd.vétérinaire, Serv.anatomo path.)	265.474	79.642 (30%)	prolongation du contrat, projet a débuté en 1989.
DK/006	Recolonisation of eelgrass (<i>Zostera marina</i>) in shallow coastal waters / The Limfjord Committee, The national environmental research Institute	152.800	45.800 (30%)	
NL/002	Waste water treatment systems for production water on gas/oil platforms offshore / Nether- lands Organization for applied scientific research	275.000	82.500 (30%)	
IRL/013	Water Quality Management Plan for Dungarvan Harbour / Regional water laboratory + Waterford County Council	89.125	44.562 (50%)	

IRL/010	Demonstration of a farm effluent treatment system / Teaqusc., Johnstown Castle, Wexford	54.114	27.057 (50%)
UK/006	Maritime pollution information Forum-Eastern Region Aquatic Pollution / Maritime pollution information forum	340.747	102.200 (30%)
UK/007	Davyhulme STW - Ammonia removal trials / North West Water CID	145.000	43.500 (30%)

TOTAL	1.669.260	529.361 ECU
--------------	------------------	--------------------

Historical Archives of the European Commission

NORSPA-90 bis (1991)

1ère PRIORITE

DK 2-01	Improvement of water quality by manipulation of fish communities (NERI)	249.220	74.766 (30%)	Improvement of water quality by fish manipulation. Complementary project to DK 006
DK 2-02	Nyborg facility for waste disposal-Municipal authorities of Nyborg	633.392	316.696 (50%)	Feasibility study on disposal and treatment of waste, offshore and onshore.
DK 2-03	Reduction of nutrient mission by advanced wastewater treatment - Krüger S.A.	1.200.000	360.000 (30%)	Removal of P and N compounds and organic wastes by hydrolysis of sludge (biological removal of P and N.
E 2-02	Plan de recuperación de espacios impactos del littoral de Galicia - Xunta de Galicia	706.436	353.218 (50%)	Integrated management of coastal ecosystems
IRL 2-01	Water quality management plans for the river Lee at Cork - University College, Cork	173.000	52.000 (30%)	Entrophycation elimination-early warning system by remote sensing - Retention ponds - Quality management.
P 2-01	Traitement des eaux usées domestiques par lits à Macrophytes émergents - Municipalité d'Olivera do Bairro	120.000	60.000 (50%)	Technologies à faible coût énergétique pour les collectivités rurales.
		-----	-----	
		3.082.048	1.216.680	

TOTAL pour 14 projets NORSPA

4.751.308

1.746.041 ECU

NORSPA

Communication from the Commission on the granting of financial support for demonstration projects and technical assistance schemes for the protection of the environment in the coastal areas and coastal waters of the Irish Sea, North Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean

Invitation to submit proposals NORSPA-92-1

(91/C 289/09)

1. Context

Under the terms of Communication COM(90) 498 final, on the protection of the environment in the coastal areas of the northern regions of the Community (NORSPA), the Commission may grant financial support for demonstration projects, pilot projects and technical assistance schemes.

2. Criteria

Demonstration project means the implementation and operation of a full-scale installation, process or technique to gather all the data needed on its economic and technical viability in order to proceed to larger-scale applications.

Research proposals or studies will not be considered unless they are directly linked with such a project.

3. Conditions relating to the location of the project

The activities proposed as part of the current invitation to submit proposals cover the entire coastal areas of the Irish Sea, North Sea, Baltic Sea and North-East Atlantic Ocean north of the Tagus, as well as the Azores, Madeira and the Canary Islands.

4. Conditions relating to timing

Work on the project must not begin before the Commission has taken a decision on aid. It may be phased over several years.

5. Conditions relating to timing

Any natural or legal person and any association of natural persons bearing ultimate responsibility for the implementation of the project may qualify for Community support from NORSPA.

6. Technical conditions

- The project must conform with the environment policy objectives pursued at regional, national and Community level. In the case of projects concerning non-Community countries, the active support of the

authorities of the countries concerned must be proved.

- It is imperative that the project provides an example, is reproducible, in particular because it addresses a widespread environmental problem, and is not confined to solving local problems.
- For project selection purposes, the Commission will give preference to projects involving an association between at least two partners from inside the Community and/or outside and to projects calling for the use of an international network.
- In order to provide the maximum incentive, the project must be accompanied by an awareness-raising phase to disseminate the results obtained and to encourage adoption of the methods and techniques tested or development of similar schemes.
- The demonstration projects must be followed by a cost-benefit analysis to determine the economic and social conditions necessary for adoption of the methods and techniques tested and to compare them with the other available solutions.

7. Financial conditions

- The financial feasibility of the project must be demonstrated. Consequently, the Commission must be informed of the financial arrangements envisaged in order to implement the project and of the state of negotiations with various partners.
- To avoid spreading the funds too thinly, as a general rule only proposals with a total cost of not less than 600 000 ECU will be considered by the Commission.

8. Priority areas

A. Action in the European Community

1. Nutrients

Measures to reduce nutrient inputs in coastal areas, including those due to agricultural activities.

2. Dangerous substances

All measures designed to reduce:

- inputs of persistent, toxic and bioaccumulable substances entering the seas concerned from rivers, estuaries and the atmosphere,
- dumping and incineration at sea of sewage sludge, and contaminated dredged materials,
- pollution from maritime activities.

3. Industry

Identification of measures aimed at speeding up the application of emission standards for industries responsible for significant pollution from point sources.

4. Nature conservation

Application of appropriate measures for:

- integrated management of biotopes of Community and international interest,
- protection of land threatened or damaged by forest fires, coastal erosion or disappearance of the dune belt.

B. Action directed at the non-Community coastal States of the area concerned

All measures supporting the development of:

- cooperation between coastal States,
- exchange of experience in the fields listed under A,
- where appropriate, transfer of clean or low-emission technologies, technical assistance for the establishment of policies and action programmes and the creation of administrative and regulatory structures in the environment field.

9. Financial support

The rates of financial support from the Community for the demonstration operations are subject to the following limits:

- a maximum of 50 % of the total cost in the case of public investments and of pilot or demonstration experiments,
- a maximum of 30 % of the total cost in the case of private investments for non-commercial purposes.

10. Appraisal procedure

The procedure for appraising proposals is as follows:

- receipt, registration and acknowledgement of receipt by the Commission;
- scrutiny by the Commission officials and by a Management Committee consisting of representatives from the Member States who are experts in the fields concerned,
- final decision by the Commission and communication of the results to the proposer.

Proposals will be selected on the basis of how well they correspond to the areas eligible for support from NORSPA in 1992, and to all the conditions specified in this invitation to submit proposals.

The entire procedure is strictly confidential. Should the Commission give its approval, a contract (expressed in ECU) will be concluded between the Community and the proposer.

11. Presentation of proposals

Each proposal must be written in one of the official languages of the Community.

It must include:

- a) a detailed description of the projects;
- b) a fact sheet containing the following information:

Administrative data:

- the proposer's administrative details (business name, address, telephone and fax number, name and duties of the authorized representative and of the scientist responsible for the project);
- name of bank and account number.

Financial data:

- total cost of the project,
- percentage of funding requested from the Community;
- breakdown of costs:
 - by item (staff, showing unit costs, travel and subsistence expenses, durable equipment and material, consumable material, subcontracting, overheads, etc.);

- for each phase of the project: estimated costs and benefits of the project,
 - source and percentage of the various financial contributions expected and state of negotiations with the various partners;
 - other Community funding requested or received.
- c) a summary of not more than four pages indicating:
- the project title;
 - the priority area concerned (see paragraph 8);
 - the location of the project;
 - a description of the measures proposed and of the results expected;
 - the duration of the project and timetable;
 - the total cost of the project and the percentage of the funding requested from the Community.

Proposal must be submitted within 90 days of the date of publication of this invitation in the Official Journal of the European Communities to the following address:

- Commission of the European Communities, Directorate-General for the Environment, Nuclear Safety and Civil Protection Division XI C 2, programme NORSPA - AO 92-1, T-174 4/88, boulevard du Triomphe 174, B-1160 Brussels.

All the documents required for the proposal must be in triplicate to the above address. As far as possible, they should be in A4 format and be printed on one side of the page only.

A copy should be sent to the members(s) of the Management Committee representing the proposer's country, as listed in the annex.

Proposals may be submitted:

- a) by post; or;
- b) by and to the above address.

Preferably proposals should be submitted by post, in which case they must be registered. The following will be accepted as proof of submission: the postmark, or the receipt, dated and signed by the official who took delivery.

Liste du comité de gestion MEDSPA/NORSPA

Spain

D. Iñigo Ascasibar Zubizarreta, Técnico Superior Grupo de Expertos, Dirección General de Política Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

D. Emilio Herranz Garcia, Jefe de Area de Impacto Ambiental, Dirección General de Ordenación Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

Suplente

Dña. Amparo Rambla Gil, Jefe del Servicio de Coordinación del Grupo de Expertos, Dirección General de Política Ambiental, P. de la Castellana 67, E-28046 Madrid

France

M. S. Antoine, Ministère de l'environnement, mission environnement-développement, 14, boulevard du Général Leclerc, F-92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

M. Jean-Marie Massin, Ministère de l'environnement, DEPPR, 14, boulevard du Général Leclerc, F-92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Italy

Sig. S. Cifalino, Ministero dell'ambiente, courrier: Medio Credito Centrale, via Piemonte 48, I-00187 Roma

Dott.ssa Anna Maria Villa, Ministero dell'ambiente, piazza Venezia 11, I-00187 Roma

Portugal

Eng^aValentina Coelho, Comissão Coordenação da Região do Algarve, Praça da Liberdade 2, P-8000 Faro

Eng^aMaria Nélida Miguens, Av. Almirante Gago Continho 30-2º P-1000 Lisboa

Denmark

Jens Brøgger Jensen, Vandkvalitetskontoret, Miljøstyrelsen, Strandgade 29, DK-1401 København K

Cand.scient. Mike Robson, Internationalt Kontor, Miljøstyrelsen, Strandgade 29, DK-1401 København K

Germany

Mrs M. Heinemann, Ministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Bernkasteler Straße 8, D-5300 Bonn 1

Greece

Mr. Apostolos Katsaounis, Ministry of the Environment, Ph. Planning & Public Works, 147 Patission, GR-112 51 Athens

Mr. Paris Zikos, Ministry of the Environment, Ph. Planning & Public Works, 147 Patission, GR-112 51 Athens

Ireland

Miss Deirdre O'Connor, Marine Environment Section, Department of the Marine, Leeson Lane, IRL-Dublin 2

Mr. Ray Dollard, Air and Water Quality Section, Department of the Environment, Custom House, IRL-Dublin 1

Netherlands

Drs. G.C.A. Coenen, Deputy Head, Water Management Department, North Sea Directorate, Koopmansstraat 1, postbus 5807, NL-2280 HV Rijswijk

Dhr. K. Meijer, ministerie van volkshuisvesting, ruimtelijke ordening en milieubeheer, directie drinkwater, water en bodem, postbus 450, NL-2260 MB Leidschendam

United Kingdom

Dr. Chris Newbold, Joint Nature Conservation Committee, Monkstone House, City Road, UK-Peterborough PE1 1UA

Mr. Henry Cleary, EPC/Marine, Department of the Environment, Room A-233, Romney House, 43 Marsham Street, UK-London SW1P 3PY

Historical Archives of the European Communities

Bruxelles, le
16 décembre 1991

SEC(91)2425/2

RESTREINT

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/1839/91

P R O R O G A T I O N

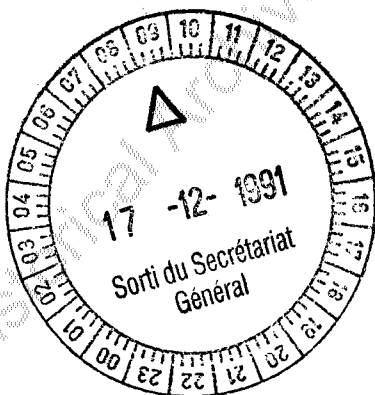
Délai: MARDI 17 DECEMBRE 1991 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : NORDSPA
- octroi de soutiens financiers

La procédure écrite E/1839/91 (doc. SEC(91)2425 du 09 décembre 1991) relative à la question sous objet, est prorogée de manière à permettre la prise en compte de la modification ci-jointe de la fiche financière, demandée par la DG. XI sous l'autorité de M. RIPA DI MEANA, avec l'accord de la DG. XIX.

Un nouveau délai est fixé au mardi 17 décembre 1991, 12 heures.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. BRINKHORST, MINGASSON, de MOOR, DEWOST

7.3. Echéancier indicatif des crédits d'engagement et de paiement

en MECU

	1991	1992 (projet Conseil 2ème lecture)
<u>Crédits d'engagement autorisés</u>	14,120	p.m.
Engagements contractés (29.11.91) (niv. ord)	0,895	-
Proposition en cours (présente demande)	1,746	-
<u>Crédits de paiement autorisés</u>	5,375	3,554
Paiements effectués (29.11.91) (niv. ord)	0,636	-
Proposition en cours (présente demande)	p.m.	+/- 0,600

8. Quelle sont les dispositions anti-fraude prévues dans la proposition d'action ?

- Supervision des projets en cours

Vérification des états de dépenses soumis par les responsables des propositions sélectionnées pour le financement.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1839/91

P R O R O G A T I O N

Délai : MERCREDI 18 DECEMBRE 1991 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

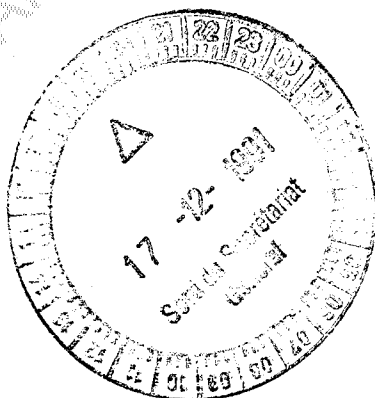
Objet : NORDSPA
- octroi de soutiens financiers

La procédure écrite E/1839/91 (doc. SEC(91)2425 et /2, respectivement des 9 et 16.12.1991) relative à la question sous objet, est prorogée.

Une modification de la fiche financière est diffusée ci-joint.

Le Secrétariat général attire l'attention sur la conditionnalité de la décision proposée qui ne deviendra effective qu'après approbation par le Conseil de la base juridique autorisant les engagements en cause.

Un nouveau délai est fixé au mercredi 18 décembre 1991, 12 heures.



D.F. Williamson

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. BRINKHORST, MINGASSON, de MOOR, DEWOST

7.3. Echancier indicatif des crédits d'engagement et de paiement

en MECU

	1991	1992 (projet Conseil 2ème lecture)
<u>Crédits d'engagement autorisés</u>	14,120	p.m.
Engagements contractés (29.11.91) (niv. ord)	0,895	-
Proposition en cours (présente demande)	1,746	-
<u>Crédits de paiement autorisés</u>	5,375	3,554
Paielements effectués (29.11.91) (niv. ord)	0,636	-
Proposition en cours (présente demande)	p.m.	+/- 0,600

8. Quelle sont les dispositions anti-fraude prévues dans la proposition d'action ?

- Supervision des projets en cours

Vérification des états de dépenses soumis par les responsables des propositions sélectionnées pour le financement.